

Coopération avec le système des Nations Unies

Liste des activités menées par l'UIP du 15 mars au 15 septembre 2016

dont le Conseil directeur de l'UIP a pris acte à sa 199^{ème} session
(Genève, 27 octobre 2016)

Démocratie et droits de l'homme

Les travaux sur la deuxième édition du **Rapport parlementaire mondial** se sont poursuivis conformément au calendrier prévu. Ce rapport est réalisé conjointement par l'UIP et le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD). Cet ouvrage phare est attendu au tournant de l'année. Un plan détaillé a été défini et une équipe de rédacteurs mise en place. Le PNUD a, par ailleurs, créé des groupes nationaux spécialisés afin de contribuer au rapport.

La **Conférence mondiale sur l'e-Parlement** s'est déroulée du 28 au 30 juin à Valparaiso, au Chili. Organisée par l'UIP et la Chambre des députés chilienne, en partenariat avec le PNUD, le National Democratic Institute et d'autres organismes, cette Conférence a été l'occasion de lancer le quatrième rapport mondial sur l'e-Parlement.

Le PNUD et l'UIP ont poursuivi leur projet conjoint **d'assistance aux parlements** en Afghanistan et au Myanmar. En mai 2016, ce partenariat a facilité un projet de loi relatif au service parlementaire en Afghanistan. Suite aux élections historiques qui se sont déroulées au Myanmar en novembre 2016, le partenariat UIP-PNUD a agi en faveur de programmes d'initiation destinés à plus de 700 parlementaires nationaux, régionaux et représentant les États. L'UIP et le PNUD ont également ouvert des discussions sur un projet visant à soutenir le Parlement national tunisien.

Le 22 juin, l'UIP et le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme (HCDH) ont organisé une réunion-débat destinée à faire le point sur la contribution des parlements aux travaux du **Conseil des droits de l'homme** et à son **Examen périodique universel**. Des parlementaires de l'Équateur, des Philippines et du Maroc se sont exprimés lors de cette réunion qui coïncidait avec la 32^{ème} session du Conseil des droits de l'homme. Ces entretiens ont abouti à des recommandations concrètes pour une collaboration plus étroite et mutuellement bénéfique entre les parlements et le Conseil des droits de l'homme.

L'UIP est en **contact régulier avec le HCDH**, notamment avec ses bureaux nationaux afin de contribuer à un règlement satisfaisant pour les cas passant devant le Comité des droits de l'homme des parlementaires.

L'UIP a participé à la **réunion de haut niveau sur les droits de l'homme** organisée par le Président de l'Assemblée générale les 12 et 13 juillet. Au cours de la session principale de cette réunion, l'UIP a prononcé un discours portant, d'une part, sur le rôle des parlements en ce qui concerne l'Examen périodique universel du Conseil des droits de l'homme et, d'autre part, sur la mise en œuvre des objectifs de développement durable (ODD) vue sous l'angle des droits de l'homme.

En avril, l'UIP s'est exprimée devant la **session extraordinaire de l'Assemblée générale sur le problème mondial de la drogue**. Reprenant les points forts de l'audition parlementaire annuelle, qui était consacrée à la même question, cette déclaration a également insisté sur le fait que le problème de la drogue devait être pris en compte dans la perspective des droits de l'homme et de la santé.

Pour cette année, le thème du **Forum des Nations Unies sur les droits de l'homme, la démocratie et l'état de droit** sera *Élargissement de l'espace démocratique : le rôle de la jeunesse dans les processus publics de prise de décision*. Ce Forum doit se tenir en novembre 2016. L'UIP s'entretient avec les organisateurs du HCDH sur la meilleure manière de collaborer et a répondu à l'appel à contribution du Forum en soumettant de la documentation ainsi que des messages clés. L'UIP a également participé à un événement en marge de la 32^{ème} session du Conseil des droits de l'homme sur le thème du Forum à venir.

L'UIP et le HCDH ont collaboré pour élaborer une **version révisée du Guide sur les droits de l'homme à l'usage des parlementaires**, outil qui a largement fait ses preuves au fil des ans. Des travaux similaires sont en cours avec le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) en ce qui concerne la version révisée du guide sur la protection des réfugiés.

Les 25 et 26 mai, un séminaire régional s'est tenu à Abuja, au Nigéria, sur la lutte contre **la traite et le travail des enfants**, dans le contexte des coopérations Sud-Sud et triangulaires. Bénéficiant du soutien de l'UNICEF (Fonds des Nations Unies pour l'enfance), ce séminaire était organisé par l'UIP, l'Organisation internationale du travail et le Parlement de la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest.

Un membre du Comité chargé de promouvoir le respect du droit international humanitaire (DIH) de l'UIP, a représenté l'UIP lors du **Sommet mondial sur l'action humanitaire** qui s'est tenu à Istanbul, en Turquie, les 23 et 24 mai. Son allocution, en séance plénière a souligné le soutien des objectifs du Sommet et a rappelé le rôle des parlements dans l'avancement de ces objectifs. Il s'est également exprimé lors d'une session extraordinaire sur les migrations.

En juin 2016, le Comité DIH de l'UIP a mené une mission au Liban avec le soutien du HCR. Le but était d'évaluer la situation des **réfugiés** syriens dans leur pays et l'impact de leur présence sur les pays hôtes. Les membres du Comité DIH ont rencontré des réfugiés et ont participé à des réunions avec le Gouvernement libanais et les autorités parlementaires ainsi qu'avec des organismes assurant une assistance sur le terrain. Une mission similaire doit également avoir lieu en Grèce.

Egalité des sexes et autonomisation des jeunes

ONU Femmes et l'UIP ont développé un programme de travail sur les lois discriminatoires et recherchent actuellement un financement. Le PNUD et ONU Femmes se sont également rapprochés de l'UIP pour réaliser un **projet conjoint sur la Résolution 1325 du Conseil de sécurité** en ce qui concerne le rôle des femmes dans la prévention et la résolution des conflits ainsi que la reconstruction après les conflits. Un premier avant-projet a ainsi été développé et sa mise en œuvre dépendra de la collecte de fonds.

L'UIP a participé à la 64^{ème} session relative à **l'examen de la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes (CEDAW)**. Un rapport sur les femmes parlementaires et sur l'implication des parlements dans le processus lié aux rapports de la CEDAW a été présenté par l'UIP. Le groupe de travail UIP–CEDAW a également débattu des manières d'accroître la coopération et de renforcer la détermination des parlementaires à mettre en œuvre la Convention. Un événement en marge de la 65^{ème} session est prévu, celle-ci se déroulant en octobre 2016 à Genève.

L'Organisation a ouvert des consultations avec l'**Envoyé du Secrétaire général de l'ONU pour la jeunesse**, M. A. Alhendawi, sur les opportunités de coopération à venir. Les futures activités régionales sur les questions liées à la jeunesse ont également été discutées avec le PNUD Asie-Pacifique. Ce travail faisait suite à la Conférence mondiale des jeunes parlementaires de 2016 et au débat général de l'Assemblée de Lusaka intitulé *Rajeunir la démocratie, donner la parole aux jeunes*.

Développement durable

L'UIP et le Parlement roumain ont organisé un **Séminaire régional sur les objectifs de développement durable à l'intention des Parlements d'Europe centrale et orientale** (18-19 avril). Parmi les participants, on trouvait des représentants du Programme des Nations Unies pour l'environnement, du Bureau des Nations Unies pour la réduction des risques de catastrophe, du PNUD et de l'UNESCO. Le document final engageait instamment les parlements à s'assurer de l'existence de lois appropriées pour protéger l'environnement et de fonds suffisants alloués aux mesures de prévention des catastrophes naturelles et de réduction de l'impact des changements climatiques, en particulier dans les zones les plus marginalisées. Il soulignait également l'importance de l'éducation au développement durable pour la prochaine génération de citoyens et de dirigeants.

L'UIP a contribué au premier **Forum politique de haut niveau pour le développement durable** depuis l'adoption du Programme 2030. Quarante parlementaires ont participé, du 11 au 20 juillet, à diverses sessions du Forum. Une réunion parlementaire s'est tenue le 18 juillet dans le cadre du programme officiel d'événements parallèles. Participaient à cette réunion, présidée par le

Secrétaire général de l'UIP, un groupe de parlementaires et le directeur de la campagne d'action de l'ONU en faveur des ODD. Les discussions ont porté sur un certain nombre d'initiatives visant à mieux institutionnaliser les ODD au niveau des parlements. L'UIP s'est exprimée, au cours du débat général du Forum, afin d'expliquer comment elle prévoyait de faire progresser les ODD dans les années à venir.

Préalablement au Forum politique de haut niveau, l'UIP avait mené **une étude sur les parlements de 22 pays** qui s'étaient portés volontaires pour présenter, devant le Forum, des rapports d'activité. Les parlements ont ainsi été interrogés sur les modalités de leur participation aux examens gouvernementaux.

L'UIP et le PNUD ont débattu d'une possible coopération sur **l'outil de l'UIP pour l'auto-évaluation des parlements** (à venir) afin de mieux intégrer les ODD dans les parlements. Cette coopération pourrait inclure le soutien du PNUD pour piloter cet outil dans certains pays.

Des parlementaires ont également participé, les 21 et 22 juillet, à la session bisannuelle du **Forum pour la coopération en matière de développement du Conseil économique et social**. Ce Forum porte sur des questions fondamentales relatives à la coopération pour le développement, ce thème étant essentiel à la mise en œuvre des ODD. Avant le Forum, le Secrétaire général de l'UIP avait participé à la 10^{ème} réunion du Comité de pilotage du **Partenariat mondial pour une coopération efficace au service du développement** (GPEDC) où il représente les parlementaires, les 14 et 15 juillet. Le GPEDC joue un rôle important pour la mise en œuvre des engagements de coopération en matière de développement. La deuxième réunion de haut niveau du GPEDC doit avoir lieu au Kenya, en novembre cette année. L'UIP a commencé à préparer une contribution parlementaire à cette réunion, notamment par le biais d'un forum parlementaire d'une journée. En tant que membre du Comité de pilotage, l'UIP a contribué au projet de document final issu de la deuxième réunion de haut niveau ainsi qu'à l'organisation future du GPEDC.

La session annuelle 2016 de la **Conférence parlementaire sur l'Organisation mondiale du commerce (OMC)** s'est tenue les 13 et 14 juin à Genève. L'objectif global de cette Conférence est de donner une dimension parlementaire au travail de l'OMC. Le thème majeur de la session de cette année était *Quel avenir pour l'OMC ?* Un large partage d'opinions, d'informations et d'expériences a ainsi été possible. Ces échanges étaient destinés à favoriser l'action parlementaire sur les problèmes commerciaux internationaux, ce point représentant l'un des moyens de mise en œuvre des ODD.

Des représentants de l'UIP se sont exprimés dans des **réunions de l'ONU liées au développement**, notamment : le lancement d'un nouveau rapport sur le financement du système des Nations Unies pour le développement et un débat du forum politique de haut niveau sur le développement durable, où il a été question du rôle des autorités locales dans la mise en œuvre du Programme 2030.

L'UIP a participé, du 8 au 10 juin, à la **Réunion de haut niveau sur le VIH/sida**. Cette réunion s'est achevée par une déclaration d'engagement mentionnant explicitement le rôle des parlements et de l'UIP pour mettre fin à cette épidémie d'ici 2030. Des mentions similaires sont présentes dans le rapport du Secrétaire général présenté à la Réunion. Un événement conjoint ONUSIDA–UIP s'est déroulé à cette occasion à l'intention des parlementaires présents et l'allocution de l'UIP devant la Réunion s'est d'ailleurs appuyée sur les conclusions de cet événement pour exprimer l'engagement de l'UIP en faveur d'une action future sur le VIH/sida.

Le tout premier événement parlementaire en marge de **l'Assemblée mondiale de la Santé** s'est déroulé le 25 mai à Genève. Cet événement, intitulé *Assurer l'accès de tous à la santé : le rôle décisif des parlements*, a permis aux parlementaires de contribuer au programme de santé mondial. Le Secrétaire général de l'UIP a prononcé un discours lors de la séance principale de l'Assemblée.

Le Secrétaire général de l'ONU a invité le Président de l'UIP à faire partie de son **Groupe consultatif de haut niveau sur l'initiative Toutes les femmes, tous les enfants**, créé pour conseiller le Secrétaire général sur sa stratégie destinée à promouvoir la santé des femmes, des enfants et des adolescents. Le Groupe examinera les progrès réalisés et les défis existants, et offrira des recommandations sur des sujets tels que le financement, la comptabilité, les activités trans-sectorielles et la mise en œuvre au niveau national de la stratégie.

Le Secrétaire général de l'ONU a également invité le Secrétaire général de l'UIP à faire partie de son **Groupe de direction du Mouvement SUN (Renforcement de la nutrition)**. Le mandat de ce Groupe est d'assurer le leadership et le contrôle stratégique du Mouvement SUN. Le Secrétaire général de l'UIP a ainsi participé à un événement de haut niveau, organisé à New York durant le Forum politique de haut niveau, afin d'examiner la contribution du Mouvement SUN à la réalisation du Programme de développement durable.

Sécurité et paix dans le monde

Du 20 au 22 juin, la Présidente de la Commission permanente de l'UIP sur la paix et la sécurité internationale a conduit une délégation parlementaire à l'occasion de **l'examen complet de l'état de mise en œuvre de la résolution 1540**. Cette résolution vise à éviter que des acteurs non étatiques ne puissent acquérir des armes de destruction massive. Une déclaration a été faite pour expliquer comment les parlements pouvaient agir sur cette question.

La Présidente de la Commission permanente de l'UIP de la paix et de la sécurité internationale a représenté l'UIP lors de la **session annuelle de la Commission de consolidation de la paix** qui s'est tenue à New York le 23 juin. Dans son discours, elle a observé que les parlements devaient être mieux intégrés aux travaux de la Commission, aux efforts de l'ONU envers la prévention et la résolution des conflits ainsi qu'à la gestion des transitions vers la stabilité politique.

L'UIP a poursuivi sa collaboration avec les Nations Unies, dont l'**Office des Nations Unies contre la drogue et le crime, la Direction exécutive du Comité contre le terrorisme** et d'autres partenaires pour définir une stratégie parlementaire plus structurée soutenue par l'UIP afin de lutter contre le terrorisme et les violences extrémistes.

L'UIP s'est coordonnée avec l'Office des Nations Unies à Genève, et d'autres organismes partenaires, en vue de contribuer à la **Semaine de la paix de Genève en 2016**. En novembre, l'UIP doit organiser une réunion-débat intitulée *Quand les accords de paix ne garantissent pas une paix durable : les leçons tirées du Yémen, de l'Afghanistan et du Sri Lanka*. Une séance conjointe est également prévue sous le titre *Les inégalités comme menaces pour une paix durable : convergence des perspectives sur les droits de l'homme et la consolidation de la paix*.

Echanges de haut niveau

Le 22 avril, le **Président de l'UIP** a participé à un événement spécial, organisé par le Secrétaire général de l'ONU à New York, destiné à marquer la signature de l'Accord de Paris sur les changements climatiques par des représentants de plus de 170 Etats membres.

Un nouvel **Accord de coopération** entre l'ONU et l'UIP a été signé, le 21 juillet, par les Secrétaires généraux respectifs. Cet accord entérine les développements survenus depuis le premier accord de 1996 et vise à rendre les relations institutionnelles plus solides et stratégiques. Après la signature de l'Accord, les deux Secrétaires généraux ont tenu des consultations en vue d'identifier et de confirmer les domaines de priorité dans lesquels il serait possible de collaborer dans le contexte des principaux défis auxquels le monde fait face.

Le 25 juillet, l'Assemblée générale a adopté par consensus la résolution **Interaction entre l'Organisation des Nations Unies, les parlements nationaux et l'UIP**. Soixante-dix-sept Etats membres se sont portés co-auteurs de cette résolution suite à quatre consultations organisées pendant l'été facilitées par le Représentant permanent du Bangladesh, le pays exerçant la présidence de l'UIP. La voie est ainsi ouverte à de nouveaux domaines de coopération entre les deux Organisations, qu'il s'agisse de la mise en œuvre des ODD ou du désarmement, de la coopération Sud-Sud ou des migrations. Le Président de l'UIP a prononcé un discours lors du débat général, comme l'ont fait huit autres personnalités, notamment le Président de l'Assemblée nationale du Bénin et le Président du Groupe géopolitique de l'UIP pour l'Amérique latine et les Caraïbes.

Suite à une recommandation de la Commission permanente des Affaires des Nations Unies, l'UIP a invité les **candidats au poste de Secrétaire général de l'ONU** à répondre à un court questionnaire portant sur leur vision des relations entre les Nations Unies et l'UIP. Les réponses de tous les candidats peuvent être consultées sur le site web de l'UIP.

Le Secrétaire général de l'UIP a rencontré le **Président de la 71^{ème} session de l'Assemblée générale des Nations Unies**, l'Ambassadeur Peter Thomson (Fidji), pour un échange de vues sur les priorités de l'Ambassadeur quant à la nouvelle session débutant en septembre. Les préparatifs vont bientôt commencer pour l'Audition parlementaire commune aux Nations Unies qui doit se tenir au cours du premier semestre de l'année prochaine.

Le Secrétaire général de l'UIP a entretenu des contacts avec les **responsables des agences de l'ONU basées à Genève**, dont le Directeur général de l'Office des Nations Unies afin de favoriser la coordination et la coopération entre l'UIP et le système de l'ONU. Il a pris part à de nombreuses séances de travail organisées par le Directeur général à cet effet. Il a informé les ambassadeurs basés à Genève du travail de l'UIP en vue de promouvoir le nouveau programme de développement lors d'une réunion préparée par le Directeur général.